

## ANNEXE IV

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement ( UE ) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement ( UE ) 2020/852

Dénomination du produit : Nordea 1 - Stable Return Fund

Identifiant d'entité juridique : 549300J9YLZQTOW3Z531

### Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement ( UE ) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne dresse pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Non

Il a **réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental** : \_\_\_\_%

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a **réalisé des investissements durables ayant un objectif social** : \_\_\_\_%

Il **promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales ( E/S )** et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de 65 % d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais **n'a pas réalisé d'investissements durables**



## Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes?

**Les indicateurs de durabilité** évaluent la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Les caractéristiques E/S promues pouvaient être de nature environnementale et/ou sociale et englobaient ce qui suit :

**Investissements durables** Bien qu'il ne se soit pas engagé à effectuer des investissements durables, le fonds a promu des caractéristiques E/S en investissant en partie dans des entreprises et des émetteurs impliqués dans des activités qui contribuent à un objectif environnemental ou social tel que décrit dans les Objectifs de développement durable des Nations unies ( ODD ) et/ou la taxinomie de l'UE, tout en ne causant pas un préjudice important à d'autres objectifs environnementaux ou sociaux et en suivant des pratiques de bonne gouvernance.

**Exclusions sectorielles et fondées sur des valeurs** Le fonds a promu des caractéristiques E/S en excluant les sociétés jugées inappropriées en raison de leurs activités commerciales ou de leur comportement.

**Politique sur les combustibles fossiles alignée sur l'accord de Paris de Nordea Asset Management** Le fonds a promu des caractéristiques E/S en s'abstenant d'investir dans des sociétés présentant une exposition importante aux combustibles fossiles, sauf si elles avaient mis en place une stratégie de transition crédible.

L'indice de référence utilisé par le fonds n'a pas été désigné comme indice de référence pour atteindre les caractéristiques E/S promues par le fonds.

### ● Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?

Indicateur de durabilité	Élément de mesure	Valeur de l'élément de mesure	Éligibilité	Couverture
Empreinte carbone	Empreinte carbone	14 tCO <sub>2</sub> e / million d'euros investi	92,45 %	91,95 %
	Empreinte carbone Niveaux 1+2+3	133 tCO <sub>2</sub> e / million d'euros investi	92,45 %	91,95 %
Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en termes absolus et relatifs)	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national	0 pays d'investissement connaissant des violations	1,37 %	1,37 %
		0,00 % pays d'investissement connaissant des violations	1,37 %	1,37 %
% du total des investissements dans des entreprises qui ne respectent pas le Pacte mondial des Nations unies	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	0,78 % impliqués dans des violations	92,45 %	92,27 %
Intensité de GES des émetteurs souverains	Intensité de GES des pays d'investissement	343,50 tCO <sub>2</sub> e / million d'euros de PIB	1,37 %	1,37 %

**Éligibilité** : la proportion des actifs du produit financier ( par rapport à la VNI ) qui rentrent dans le périmètre de l'indicateur.

**Couverture** : la proportion des actifs du produit financier ( par rapport à la VNI ) pour lesquels des données sont disponibles pour présenter l'indicateur.

● **...et par rapport aux périodes précédentes ?**

Indicateur de durabilité	Élément de mesure	Période de référence	Valeur de l'élément de mesure	Éligibilité	Couverture
Empreinte carbone	Empreinte carbone	2023	14 tCO2e / million d'euros investi	92,45 %	91,95 %
		2022	15 tCO2e / million d'euros investi	91,49 %	91,10 %
	Empreinte carbone Niveaux 1+2+3	2023	133 tCO2e / million d'euros investi	92,45 %	91,95 %
		2022	S/O	S/O	S/O
Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en termes absolus et relatifs)	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national	2023	0 pays d'investissement connaissant des violations	1,37 %	1,37 %
		2022	0 pays d'investissement connaissant des violations	2,48 %	2,48 %
		2023	0,00 % pays d'investissement connaissant des violations	1,37 %	1,37 %
		2022	0,00 % pays d'investissement connaissant des violations	2,48 %	2,48 %
% du total des investissements dans des entreprises qui ne respectent pas le Pacte mondial des Nations unies	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	2023	0,78 % impliqués dans des violations	92,45 %	92,27 %
		2022	0,01 % impliqués dans des violations	91,49 %	90,99 %
Intensité de GES des émetteurs souverains	Intensité de GES des pays d'investissement	2023	343,50 tCO2e / million d'euros de PIB	1,37 %	1,37 %
		2022	343,50 tCO2e / million d'euros de PIB détenu	2,48 %	2,48 %

**Éligibilité :** la proportion des actifs du produit financier ( par rapport à la VNI ) qui rentrent dans le périmètre de l'indicateur.

**Couverture :** la proportion des actifs du produit financier ( par rapport à la VNI ), pour lesquels des données sont disponibles pour présenter l'indicateur.

● **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait partiellement réaliser et comment l'investissement durable a-t-il contribué à ces objectifs ?**

Les objectifs des investissements durables que le fonds a réalisés en partie ont été de contribuer à un ou plusieurs des ODD des Nations unies ou d'être impliqué dans des activités alignées sur la taxinomie. Les investissements durables ont contribué aux objectifs par le biais des investissements du fonds dans des entreprises dont au moins 20 % de l'activité pouvait être liée à des activités économiques soutenant un objectif environnemental durable défini dans la taxinomie de l'UE, ou un objectif environnemental ou social repris dans la liste des ODD des Nations unies.

Les ODD des Nations unies sont un ensemble de 17 Objectifs de développement durable adoptés par les Nations unies en 2015 en tant qu'appel à l'action pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et garantir la paix et la prospérité d'ici 2030.

La taxinomie de l'UE fournit un cadre pour l'évaluation des activités économiques durables sur le plan environnemental et énumère les activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental dans le contexte du Pacte vert pour l'Europe.

**Les principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

● ***Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a partiellement réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

Dans le cadre du processus d'identification des investissements durables, les entreprises ont fait l'objet d'un filtrage visant à garantir qu'elles ne causent pas de préjudice important à tout autre objectif social ou environnemental (« test DNSH »). Le test DNSH s'est appuyé sur des indicateurs de PIN, tels que décrits ci-dessous, pour identifier et exclure les entreprises qui ne répondent pas aux exigences de seuil.

***- Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?***

Le test DNSH, qui fait partie de la méthodologie d'identification des investissements durables, a permis d'identifier des valeurs aberrantes négatives et des performances médiocres liées aux indicateurs de PIN. Le gestionnaire d'investissement a pris en considération les indicateurs de PIN repris dans le tableau 1 de l'annexe 1 des SFDR RTS. Au cours de la période sous revue, les données étaient principalement disponibles pour les indicateurs suivants.

Indicateurs climatiques et autres indicateurs relatifs à l'environnement :

- Émissions de gaz à effet de serre
- Impact sur la biodiversité
- Rejets dans l'eau
- Déchets dangereux

Indicateurs liés aux questions sociales, de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et les actes de corruption :

- Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et de l'OCDE
- Mixité au sein des organes de gouvernance
- Exposition à des armes controversées
- Problèmes et incidents graves en matière de droits de l'homme

Les entreprises n'ayant pas satisfait aux seuils définis par le gestionnaire d'investissement n'ont pas été considérées comme des investissements durables. Il s'agit notamment d'entreprises impliquées dans de graves incidents liés aux droits de l'homme, de graves controverses liées à la biodiversité ou des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et de l'OCDE.

Les entreprises ont également échoué au test DNSH si elles figuraient parmi les plus mauvais élèves en matière de rejets dans l'eau, de déchets dangereux ou d'émissions de gaz à effet de serre. En outre, les entreprises qui tiraient plus de 0 % de leur chiffre d'affaires des combustibles fossiles non conventionnels ont échoué au test DNSH, et les entreprises qui tiraient plus de 5 % de leur chiffre d'affaires des combustibles fossiles conventionnels ou plus de 50 % de leur chiffre d'affaires de services spécifiques à l'industrie des combustibles fossiles n'ont réussi le test DNSH que si elles étaient en dessous des critères d'exclusion liés au climat de l'Indice de référence « accord de Paris » de l'Union, avec des seuils de chiffre d'affaires de 1 % pour le charbon, 10 % pour le pétrole, 50 % pour le gaz naturel et 50 % pour la production d'électricité à partir de combustibles fossiles, et si elles disposaient d'un plan de transition climatique. Notre Politique sur les combustibles fossiles alignée sur l'accord de Paris décrit les critères utilisés pour identifier les entreprises disposant de plans de transition crédibles.

Des exclusions supplémentaires visant à limiter davantage les externalités négatives ont été appliquées à l'univers d'investissement du fonds, afin d'éviter les investissements dans des entreprises impliquées dans le charbon thermique ou la production de combustibles fossiles à partir de sables bitumineux et de forages dans l'Arctique, ainsi que dans des armes controversées et dans la pornographie.

Les données sur les indicateurs de PIN nécessaires au test DNSH proviennent de fournisseurs de données tiers.

- **Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?**  
**Description détaillée :**

L'alignement des investissements durables sur les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et sur les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme a été confirmé dans le cadre du processus d'identification des investissements durables à l'aide de l'indicateur Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et de l'OCDE.

*La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.*

*Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.*

*Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.*



## Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Les indicateurs spécifiques des PIN qui ont été pris en considération pour ce fonds étaient :

### INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Valeur de l'élément de mesure	Éligibilité	Couverture	
Émissions de gaz à effet de serre « GES »	Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1	46.523 tCO <sub>2</sub> e	92,45 %	91,95 %
		Émissions de GES de niveau 2	25.213 tCO <sub>2</sub> e	92,45 %	91,95 %
		Émissions de GES de niveau 3	607.338 tCO <sub>2</sub> e	92,45 %	91,95 %
		Émissions totales de GES de niveaux 1+2	71.735 tCO <sub>2</sub> e	92,45 %	91,95 %
		Émissions totales de GES de niveaux 1+2+3	679.074 tCO <sub>2</sub> e	92,45 %	91,95 %
	Empreinte carbone	Empreinte carbone	14 tCO <sub>2</sub> e / million d'euros investi	92,45 %	91,95 %
		Empreinte carbone Niveaux 1+2+3	133 tCO <sub>2</sub> e / million d'euros investi	92,45 %	91,95 %
	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	56 tCO <sub>2</sub> e / million d'euros de chiffre d'affaires détenu	92,45 %	92,39 %
		Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements (Niveaux 1+2+3)	446 tCO <sub>2</sub> e / million d'euros de chiffre d'affaires détenu	92,45 %	91,75 %
	Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	2,45 % d'investissements dans des combustibles fossiles	92,45 %	91,51 %
	Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement	60,92 % de consommation d'énergie non renouvelable	92,45 %	81,65 %
		Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables	68,79 % de production d'énergie non renouvelable	92,45 %	1,78 %

## INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Valeur de l'élément de mesure	Éligibilité	Couverture	
Émissions de gaz à effet de serre « GES »	Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Agriculture, sylviculture et pêche (A)	0,00 GWh / million d'euros de chiffre d'affaires	0,00 %	0,00 %
		Industries extractives (B)	0,18 GWh / million d'euros de chiffre d'affaires	0,01 %	0,01 %
		Industrie manufacturière (C)	0,16 GWh / million d'euros de chiffre d'affaires	29,58 %	29,15 %
		Fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (D)	4,55 GWh / million d'euros de chiffre d'affaires	2,03 %	2,03 %
		Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution (E)	0,67 GWh / million d'euros de chiffre d'affaires	0,59 %	0,59 %
		Construction (F)	0,17 GWh / million d'euros de chiffre d'affaires	1,46 %	1,46 %
		Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (G)	0,81 GWh / million d'euros de chiffre d'affaires	6,19 %	6,19 %
		Transports et entreposage (H)	0,13 GWh / million d'euros de chiffre d'affaires	1,24 %	1,24 %
		Activités immobilières (L)	0,00 GWh / million d'euros de chiffre d'affaires	0,00 %	0,00 %
Biodiversité	Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité	0,68 % avec un impact négatif	92,45 %	90,45 %
Eau	Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	0,00 tonne / million d'euros investi	92,45 %	1,85 %
Déchets	Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	1,10 tonne / million d'euros investi	92,45 %	70,68 %

## QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Valeur de l'élément de mesure	Éligibilité	Couverture
---	-------------------	-------------------------------	-------------	------------

Questions sociales et de personnel	Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	0,78 % impliqués dans des violations	92,45 %	92,27 %
	Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations	0,05 % sans politique	92,45 %	90,51 %
	Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	Écart de rémunération de 8,04 %	92,45 %	46,36 %
	Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	36,22 % ( administratrices / total des administrateurs )	92,45 %	91,60 %
	Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques et armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	0,00 % d'implication	92,45 %	91,34 %

## INDICATEURS APPLICABLES AUX INVESTISSEMENTS DANS DES ÉMETTEURS SOUVERAINS ET SUPRANATIONAUX

Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Valeur de l'élément de mesure	Éligibilité	Couverture	
Environnementaux	Intensité de GES des émetteurs souverains	Intensité de GES des pays d'investissement	343,50 tCO2e / million d'euros de PIB	1,37 %	1,37 %
Sociaux	Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national	0 pays d'investissement connaissant des violations	1,37 %	1,37 %
			0,00 % pays d'investissement connaissant des violations	1,37 %	1,37 %
Gouvernance	Pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales	Investissements dans des pays et territoires figurant sur la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales	0,00 % pays d'investissement connaissant des violations	1,37 %	1,37 %

**Éligibilité :** la proportion des actifs du produit financier ( par rapport à la VNI ) qui rentrent dans le périmètre de l'indicateur.

**Couverture :** la proportion des actifs du produit financier ( par rapport à la VNI ) pour lesquels des données sont disponibles pour présenter l'indicateur.



## Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

La liste comprend les investissements constituant **la plus grande proportion d'investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir :  
1er janvier 2023 -  
31 décembre 2023

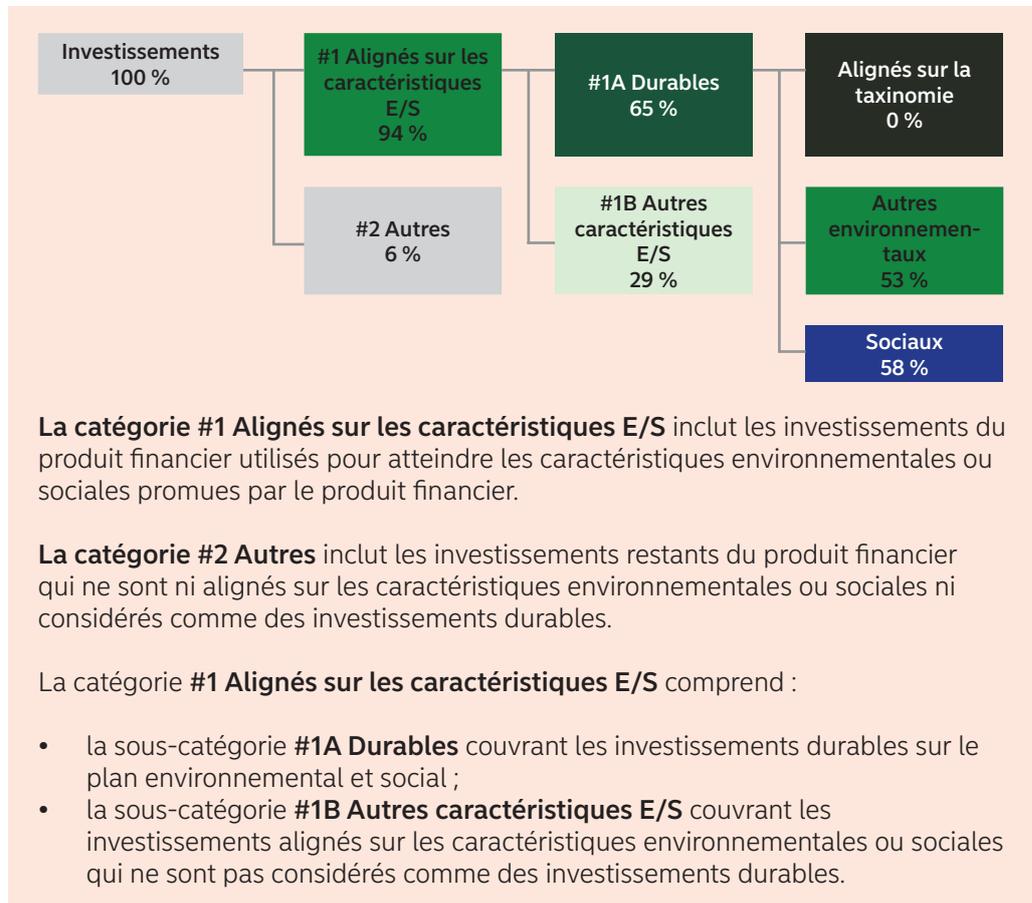
Investissements les plus importants	Secteur	Actifs	Pays
Microsoft	Technologies	4,77 %	États-Unis
Alphabet	Communications	4,32 %	États-Unis
Johnson & Johnson	Consommation non cyclique	2,68 %	États-Unis
Coca-Cola	Consommation non cyclique	2,60 %	États-Unis
Novo Nordisk B	Consommation non cyclique	2,25 %	Danemark
Visa	Finance	2,22 %	États-Unis
Automatic Data Processing	Consommation non cyclique	1,87 %	États-Unis
Cisco Systems	Communications	1,73 %	États-Unis
Adobe	Technologies	1,67 %	États-Unis
Monster Beverage	Consommation non cyclique	1,56 %	États-Unis
Accenture	Technologies	1,55 %	Irlande
Mastercard	Finance	1,53 %	États-Unis
Cigna Group/The	Consommation non cyclique	1,49 %	États-Unis
PepsiCo	Consommation non cyclique	1,48 %	États-Unis
Comcast	Communications	1,47 %	États-Unis



## Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

### ● Quelle était l'allocation des actifs ?



Le produit comporte des investissements ayant un objectif à la fois environnemental et social. Un même investissement peut contribuer à la fois à un objectif environnemental et social, ce qui peut donner lieu à une allocation totale s'élevant à plus de 100 %. Il n'y a pas de priorisation des objectifs environnementaux et sociaux, et la stratégie ne cible aucune allocation spécifique ou proportion minimale pour l'une ou l'autre de ces catégories. Le processus d'investissement tient compte de la combinaison des objectifs environnementaux et sociaux en laissant au gestionnaire la flexibilité de les allouer en fonction de la disponibilité et de l'attrait des opportunités d'investissement.

● *Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?*

<b>Secteur</b>	<b>Actifs</b>
Consommation non cyclique	35,36 %
Technologies	15,35 %
Communications	13,64 %
Finance	12,85 %
Consommation cyclique	7,65 %
Liquidités	6,10 %
Industrie	4,58 %
Services aux collectivités	2,17 %
Obligations d'État	1,49 %
Matériaux de base	0,53 %
Énergie	0,20 %
Contrats de change à terme	0,08 %
Dérivés	0,00 %
<b>Total</b>	<b>100,00 %</b>



## Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

- **Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE<sup>1</sup> ?**

Oui :

Dans le gaz fossile  Dans l'énergie nucléaire

Non

Pour être conformes à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine intégralement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne **l'énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

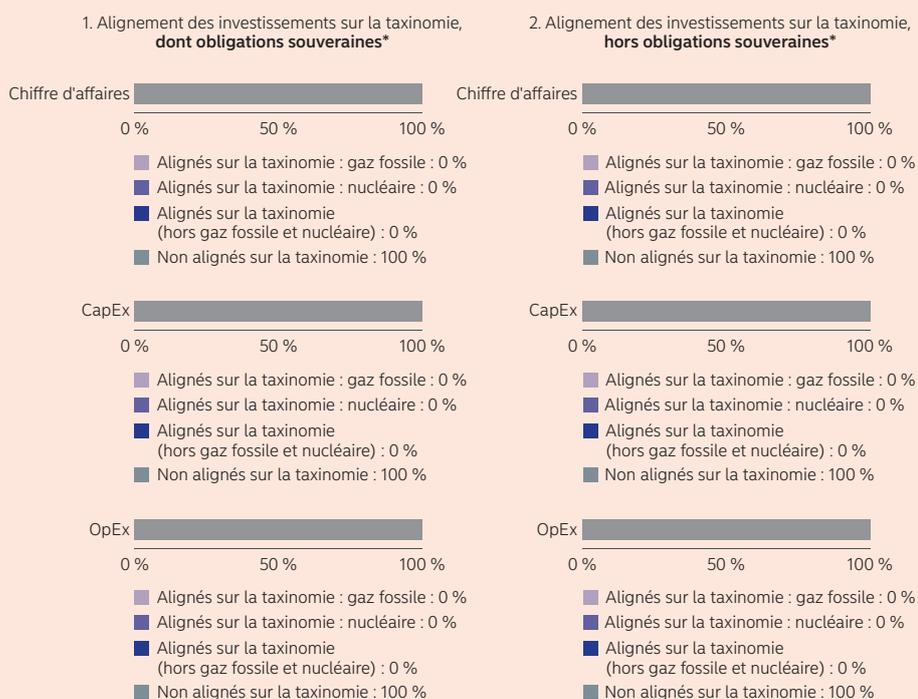
**Les activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

**Les activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

- **du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements ;
- **des dépenses d'investissement (CapEx)** pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple ;
- **des dépenses d'exploitation (OpEx)** pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

**Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines\* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.**



\* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines

<sup>1</sup> Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE — voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Il n'existe aucune donnée disponible portant sur la période de rapport pour confirmer que le produit financier a investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE.

L'évaluation de l'alignement sur la taxinomie est actuellement réalisée à l'aide de données provenant de fournisseurs tiers ainsi que de données autodéclarées par les entreprises bénéficiaires lorsqu'elles sont disponibles. Des outils et des processus exclusifs ont été mis au point afin d'évaluer le préjudice important et des normes sociales minimales.

La méthodologie appliquée par les fournisseurs de données tiers évalue la manière dont les entreprises sont impliquées dans des activités économiques qui contribuent de manière substantielle à un objectif environnemental tout en ne causant pas de préjudice important à d'autres objectifs durables et en respectant des normes sociales minimales. L'alignement sur la taxinomie de l'investissement est basé sur le pourcentage du chiffre d'affaires exposé ou potentiellement exposé à des activités alignées sur la taxinomie. Les méthodologies des fournisseurs de données varient et les résultats peuvent ne pas être totalement alignés tant que les données publiques font défaut et que les évaluations s'appuient en grande partie sur des données équivalentes.

Nous donnons la priorité à l'utilisation de données autodéclarées lorsqu'elles sont disponibles. Lorsque des fournisseurs de données sont utilisés pour fournir des données équivalentes, NAM a mené une procédure de due diligence portant sur la méthodologie du fournisseur de données. Par prudence, à moins que nous ne soyons en mesure de confirmer les données disponibles pour la majorité des avoirs du portefeuille, nous déclarerons un taux de 0 (zéro) pour cent d'investissements alignés sur la taxinomie.

La conformité des investissements avec la taxinomie de l'UE n'a pas fait l'objet d'une assurance par des auditeurs ou d'un examen par des tiers. Les méthodologies des fournisseurs de données varient et les résultats peuvent ne pas être totalement alignés tant que les données publiques font défaut.

● **Quelle était la part des investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?**

Type d'activité	Actifs
Activités transitoires	0,00 %
Activités habilitantes	0,00 %
<b>Total</b>	<b>0,00 %</b>

● **Où se situe le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE par rapport aux périodes de référence précédentes ?**

Période de référence	Investissements alignés sur la taxinomie
2023	0,00 %
2022	0,00 %



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement ( UE ) 2020/852.



### Quelle était la part d'investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxinomie de l'UE ?

La proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxinomie de l'UE était de 53 %.



### Quelle était la part d'investissements durables sur le plan social ?

La proportion d'investissements durables sur le plan social était de 58 %.



### Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

Les liquidités peuvent avoir été détenues à titre accessoire ou à des fins d'équilibrage des risques. Le fonds peut avoir eu recours aux instruments dérivés et à d'autres techniques aux fins décrites dans les « Descriptions des fonds » du prospectus. Cette catégorie peut également avoir inclus des titres pour lesquels les données pertinentes ne sont pas disponibles. Les garanties environnementales ou sociales minimales n'étaient pas d'application.



### Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements afin d'atteindre chacune des caractéristiques environnementales ou sociales promues par ce fonds ont été surveillés et documentés sur une base régulière.



### Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Sans objet.

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint l'objectif d'investissement durable.